

ASSOCIATION CIPECMA

Siège social : 17 Avenue du Général de Gaulle
17340 CHATELLAILLON-PLAGE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2023

ASSOCIATION CIPECMA

Siège social : 17 Avenue du Général de Gaulle
17340 CHATELLAILLON-PLAGE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres de l'association CIPECMA,

I- Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CIPECMA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II- Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

III- Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-80 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note de l'intitulé « Variation des fonds associatifs » fait état d'un volume de subventions d'investissements pour un montant net de 556 932 € au 31/12/2023.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et des principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des règles et méthodes comptables relatives à la classification des subventions d'investissement et à l'engagement donné auprès des financeurs, fournies dans cette note de l'annexe.

IV- Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

V- Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

VI- Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Lagord, le 3 mai 2024

Le Commissaire aux Comptes
EURECAC



Valérie GUIBERT

ASSOC CIPECMA
BILAN ACTIF

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

| ACTIF | Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023 | | | 01/01/2022 au 31/12/2022 |
|---|--------------------------------------|---------------------|---------------------|--------------------------|
| | Brut | Amort. & Dépréc. | Net | |
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de recherche et développement | | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| Concessions, brevets et droits similaires | 394 600,39 | 358 748,25 | 35 852,14 | 44 891,21 |
| Autres | | | | |
| Immobilisations incorporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | 2 732,78 | 2 732,78 | | |
| Installations techn., matériel et outil. ind. | 1 794 008,33 | 1 753 677,53 | 40 330,80 | 60 879,69 |
| Autres | 6 756 292,73 | 4 939 739,89 | 1 816 552,84 | 1 926 582,59 |
| Immobilisations corporelles en cours | 39 081,48 | | 39 081,48 | |
| Avances et acomptes | | | | |
| Biens reçus par legs ou donations dest. à être cédés | | | | |
| Immobilisations financières | | | | |
| Participations et créances rattachées | 12 442,15 | | 12 442,15 | 11 442,15 |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres | 96 271,80 | | 96 271,80 | 91 680,39 |
| TOTAL (I) | 9 095 429,66 | 7 054 898,45 | 2 040 531,21 | 2 135 476,03 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| Stocks et en-cours | 20 975,03 | | 20 975,03 | 38 902,34 |
| Créances | | | | |
| Clients, usagers et comptes rattachés | 3 150 413,08 | 176 747,34 | 2 973 665,74 | 3 279 786,83 |
| Créances reçues par legs ou donations | | | | |
| Autres | 460 866,75 | | 460 866,75 | 956 124,75 |
| Valeurs mobilières de placement | | | | |
| Instruments de trésorerie | | | | |
| Disponibilités | 165 867,08 | | 165 867,08 | 85 430,91 |
| Charges constatées d'avance | 185 560,71 | | 185 560,71 | 181 626,58 |
| TOTAL (II) | 3 983 682,65 | 176 747,34 | 3 806 935,31 | 4 541 871,41 |
| Frais d'émission des emprunts (III) | | | | |
| Primes de remboursement des emprunts (IV) | | | | |
| Ecarts de conversion actif (V) | | | | |
| TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V) | 13 079 112,31 | 7 231 645,79 | 5 847 466,52 | 6 677 347,44 |

ASSOC CIPECMA
BILAN PASSIF

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

| PASSIF | Du 01/01/2023 au 31/12/2023 | Du 01/01/2022 au 31/12/2022 |
|---|--------------------------------|--------------------------------|
| FONDS PROPRES | | |
| Fonds propres sans droit de reprise | | |
| Fonds propres statutaires | | |
| Fonds propres complémentaires | | |
| Fonds propres avec droit de reprise | | |
| Fonds propres statutaires | | |
| Fonds propres complémentaires | | |
| Ecarts de réévaluation | | |
| Réserves | | |
| Réserves statutaires ou contractuelles | 193 531,37 | 193 531,37 |
| Réserves pour projet de l'entité | 580 000,00 | 580 000,00 |
| Autres | | |
| Report à nouveau | 539 940,19 | 630 955,42 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | -186 839,74 | -91 015,26 |
| <i>Situation nette (sous total)</i> | <i>1 126 631,82</i> | <i>1 313 471,53</i> |
| Fonds propres consommables | | |
| Subventions d'investissement | 556 931,74 | 1 046 415,26 |
| Provisions réglementées | | |
| TOTAL (I) | 1 683 563,56 | 2 359 886,79 |
| FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS | | |
| Fonds reportés liés aux legs ou donations | | |
| Fonds dédiés | | |
| TOTAL (II) | | |
| PROVISIONS | | |
| Provisions pour risques | | 26 149,00 |
| Provisions pour charges | | |
| TOTAL (III) | | 26 149,00 |
| DETTES | | |
| Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs) | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 1 495 544,86 | 1 537 266,65 |
| Emprunts et dettes financières diverses | -342,72 | -342,72 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 582 806,35 | 943 683,17 |
| Dettes des legs ou donations | | |
| Dettes fiscales et sociales | 905 518,52 | 883 005,73 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| Autres dettes | 961 009,75 | 634 458,64 |
| Instruments de trésorerie | | |
| Produits constatés d'avance | 219 366,20 | 293 240,18 |
| TOTAL (IV) | 4 163 902,96 | 4 291 311,65 |
| Ecarts de conversion passif | (V) | |
| TOTAL GENERAL (I+II+III+IV-V) | 5 847 466,52 | 6 677 347,44 |

ASSOC CIPECMA
COMPTE DE RÉSULTAT

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

| | Du 01/01/23 au 31/12/23 | Du 01/01/22 au 31/12/22 |
|---|----------------------------|----------------------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | |
| Cotisations | | |
| Ventes de biens et services | | |
| Ventes de biens | | |
| <i>Dont ventes de dons en nature</i> | | |
| Ventes de prestations de service | 8 278 394,35 | 7 812 140,87 |
| <i>Dont parrainages</i> | | |
| Produits de tiers financeurs | | |
| Concours publics et subventions d'exploitation | 522 474,64 | 543 044,86 |
| Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable | | |
| Ressources liées à la générosité du public | | |
| Dons manuels | | |
| Mécénats | | |
| Legs, donations et assurances-vie | | |
| Contributions financières | | |
| Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges | 231 111,64 | 396 396,04 |
| Utilisations des fonds dédiés | | |
| Autres produits | 62 278,22 | 41 777,50 |
| TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I) | 9 094 258,85 | 8 793 359,27 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | |
| Achats de marchandises et autres achats | 189 847,47 | 296 293,86 |
| Variation de stock | 17 927,31 | -31 194,59 |
| Autres achats et charges externes | 3 330 303,94 | 3 226 979,33 |
| Aides financières | | |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 238 735,24 | 262 936,11 |
| Salaires et traitements | 3 442 379,84 | 3 343 771,46 |
| Charges sociales | 1 451 827,82 | 1 487 738,97 |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations | 549 762,70 | 458 433,97 |
| Dotations aux provisions | | |
| Reports en fonds dédiés | | |
| Autres charges | 145 284,22 | 66 296,98 |
| TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II) | 9 366 068,54 | 9 111 256,09 |
| RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II) | -271 809,69 | -317 896,82 |
| PRODUITS FINANCIERS | | |
| De participation | | |
| D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | 724,00 | 34,89 |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | | |
| Différences positives de change | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III) | 724,00 | 34,89 |
| CHARGES FINANCIÈRES | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | |
| Intérêts et charges assimilées | 68 346,87 | 36 099,38 |
| Différences négatives de change | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV) | 68 346,87 | 36 099,38 |
| RÉSULTAT FINANCIER (III-IV) | -67 622,87 | -36 064,49 |
| RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV) | -339 432,56 | -353 961,31 |

ASSOC CIPECMA
COMPTE DE RÉSULTAT

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

| | Du 01/01/23 au 31/12/23 | Du 01/01/22 au 31/12/22 |
|---|----------------------------|----------------------------|
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | |
| Sur opérations de gestion | | 111 446,21 |
| Sur opérations en capital | 162 827,92 | 175 741,98 |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | | |
| TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V) | 162 827,92 | 287 188,19 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | | |
| Sur opérations de gestion | 13 001,38 | 9 530,14 |
| Sur opérations en capital | 278,72 | 3 450,00 |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | 26 149,00 |
| TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI) | 13 280,10 | 39 129,14 |
| RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI) | 149 547,82 | 248 059,05 |
| Participation des salariés aux résultats (VII) | | |
| Impôts sur les bénéfices (VIII) | -3 045,00 | -14 887,00 |
| TOTAL DES PRODUITS (I+III+V) | 9 257 810,77 | 9 080 582,35 |
| TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII) | 9 444 650,51 | 9 171 597,61 |
| EXCÉDENT OU DÉFICIT | -186 839,74 | -91 015,26 |

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Par ailleurs, nous apportons des précisions concernant les faits suivants :

Un litige avec un salarié est né au cours de l'exercice 2023 et n'a pas été provisionné.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- comparabilité et continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'émergence d'un conflit armé entre la Russie et l'Ukraine début 2022 continue d'affecter les activités économiques et commerciales au plan mondial. Cependant, cette situation n'a pas eu d'impacts majeurs sur notre activité lors de cet exercice.

Les comptes annuels au 31/12/2023 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

Option de traitement des charges financières :

Les coûts d'emprunts liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations incorporelles, et sont comptabilisés en charges.

Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations incorporelles, et sont comptabilisés en charges.

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,

Option de traitement des charges financières :

Les coûts d'emprunts liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations corporelles, et sont comptabilisés en charges.

Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations corporelles, et sont comptabilisés en charges.

Amortissements des biens non décomposables :

La période d'amortissement à retenir pour les biens non décomposables (mesure de simplification pour les PME) est fondée sur la durée d'usage.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilisation ou de la durée d'usage prévue :

| | |
|---|----------------|
| - Constructions | de 10 à 20 ans |
| - Agencement et aménagement des constructions | de 10 à 20 ans |
| - Matériels et outillages industriels | de 4 à 5 ans |
| - Logiciels informatiques | de 1 à 3 ans |
| - Brevets | de 5 à 7 ans |
| - Agencements, amen. terrains | de 10 à 20 ans |
| - Agencements, amen. instal. | de 6 à 10 ans |
| - Matériel de transport | de 4 à 5 ans |
| - Matériel bureau informatique | de 3 à 10 ans |
| - Mobilier | de 5 à 10 ans |

Immobilisations financières**Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :**

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes sur immobilisations financières (titres) et titres de placement sont incorporés dans les coûts des immobilisations.

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous activité est exclu de la valeur des stocks.

Dans la valorisation des stocks, les intérêts sont toujours exclus.

Une provision pour dépréciation des stocks, égale à la différence entre la valeur brute (déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus) et le cours du jour ou la valeur de réalisation (déduction faite des frais proportionnels de vente), est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions réglementées

Les provisions réglementées correspondent à la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés suivant le mode linéaire.